

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

---

## Informations du Guatemala

3<sup>e</sup> année, n° 142

Du 20 au 26 septembre 1985

### POLITIQUE

Rupture des mouvements de grève  
Fermeture des centres d'enseignement  
Manifestations interdites  
"Prix" décernés aux forces de sécurité  
La hausse des prix continue  
Ratification de l'appui  
Concentration des bureaux de vote

### ECONOMIE

Salaires non payés faute de moyens financiers  
Nouvelle crise des combustibles  
Prêt d'urgence  
Accroissement de l'inflation  
Pauvreté accrue pour 1985

### CONTRE-INSURRECTION

Armées conjointes

### INSURRECTION

Attaque d'une base militaire  
Occupation de villages et de routes  
Autres actions rebelles

### MOUVEMENT POPULAIRE

Poursuite des mesures de pression

### DROITS DE L'HOMME

Arrêt de la répression, exigé  
La répression à l'encontre des universitaires sevit



## POLITIQUE

### RUPTURE DES MOUVEMENTS DE GREVE

Les 19 et 20 septembre, les forces de sécurité gouvernementales ont occupé les bâtiments du Ministère des Finances, de la Municipalité de la capitale et de l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale -IGSS- et, elles ont obligé les travailleurs en grève à reprendre leurs occupations.

Parallèlement, le régime a démis de leurs fonctions, les principaux dirigeants du mouvement de revendications et a annoncé des licenciements massifs si les actions de pressions devaient se poursuivre aux fins d'obtenir des augmentations salariales.

### FERMETURE DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT

Le 24 septembre, le gouvernement a décrété la fermeture des établissements d'enseignement de l'Etat, en réponse à la grève observée par le corps enseignant.

En outre, le Général Oscar Mejia Victores a déclaré, à la radio, que les activités du cycle scolaire 1985 seraient clôturées anticipativement en ce qui concerne les établissements d'Etat. Selon un décret promu à cette occasion, les étudiants ont tous réussi leur année sans devoir préalablement présenter leurs examens. Ainsi, des soldats ont procédé à la fermeture de nombreuses écoles dans le pays et divers professeurs ont été limogés.

### MANIFESTATIONS INTERDITES

Le 20 septembre, on apprenait que le Ministère de l'Intérieur avait rejeté, au cours de la troisième semaine de septembre, plusieurs demandes émanant des employés du secteur public et des secteurs populaires et visant à organiser des manifestations contre la politique économique et salariale du régime.

Conrado Miranda, Gouverneur du département de Guatemala, a souligné que les manifestations "pouvaient donner lieu à des situations telles que le bon fonctionnement des activités dans la capitale s'en trouverait gêné"; et a précisé que les forces de sécurité utiliseraient la force pour contrer ceux qui auraient l'intention de manifester sans en avoir reçu l'autorisation.

### "PRIX" DECERNE AUX FORCES DE SECURITE

Le 19 septembre, les organisations ouvrières et populaires qualifiaient la décision de la Préfecture d'Etat, à savoir accorder une augmentation salariale aux effectifs de l'armée et de la police, comme un "prix" décerné aux dits effectifs pour l'attitude violente dont ils ont fait preuve envers la population.

Le Général Rodolfo Lobos Zamora, Sous-Chef de l'Etat et Chef de l'Etat-Major de l'Armée a fait savoir, à cet égard, que les membres des forces armées "sont également des fonctionnaires du service public et, qu'à ce titre, ils bénéficient des augmentations approuvées par le gouvernement récemment".

### LA HAUSSE DES PRIX CONTINUE

Le 19 septembre, les consommateurs dénonçaient auprès des milieux de presse le fait que les articles de consommation de base avaient connus une hausse de prix allant jusqu'à 100%, au cours des derniers jours, et en dépit des mesures de contrôle décrétées par le gouvernement.

Les Chambres de l'Industrie, du Commerce et l'Association Générale des Commerçants ont, entre temps, exigé, le 19 septembre, une dérogation au contrôle des prix et, ont souligné que l'escalade de ces derniers n'était pas due à la spéculation des producteurs et des commerçants mais bien à la perte du pouvoir d'achat du quetzal (monnaie nationale), provoquée, elle, par l'impression sans couverture de monnaie nationale par le gouvernement.

### RATIFICATION DE L'APPUI

Le 24 septembre, le Sous-Secrétaire de la Défense des Etats-Unis, Fred Ikle, déclarait que rien ne devait entraver la tenue des élections présidentielles au Guatemala. Fred Ikle accompagnait des congréganistes républicains et d'autres fonctionnaires américains en visite dans le pays.



Le fonctionnaire américain, qui a ratifié l'appui octroyé par l'Administration Reagan au gouvernement du Général Mejía Victores, s'est entretenu avec les Hauts Chefs militaires et représentants du secteur privé et, il a souligné que la Maison Blanche avait demandé au Congrès américain une aide militaire et économique pour le Guatemala supérieure à 75 millions de dollars pour l'année prochaine.

#### CONCENTRATION DES BUREAUX DE VOTE

Le 20 septembre, le Directeur du Recensement des citoyens, Mario Guerra Roldán, stipulait que les élections présidentielles du 3 novembre n'auraient pas lieu dans les bourgades, les hameaux, les propriétés, les villages et autres regroupements de paysans étant donné que les 5 142 bureaux de vote se situeraient dans des centres établis dans les principales villes du pays et, il a ajouté que les citoyens devront dès lors se déplacer pour ce rendre dans ces différents bureaux de vote.

#### ECONOMIE

##### SALAIRES NON PAYES FAUTE DE MOYENS FINANCIERS

Le 20 septembre, le Ministère des Finances annonçait que le gouvernement militaire manquait de ressources financières pour payer le mois de septembre de quelques 250 000 employés du secteur public du fait d'une recette fiscale trop peu élevée.

Selon cette même information, le gouvernement fait face à d'énormes difficultés aux fins de réunir les 33 millions de quetzales, en dépôts bancaires, nécessaires pour que les employés du secteur public perçoivent les chèques qui leur sont dûs par le gouvernement à titre de rémunération.

##### NOUVELLE CRISE DES COMBUSTIBLES

Le Ministre de l'Energie et des Mines, le Colonel Alejandro Contreras signalait que le 23 septembre, le gouvernement avait décrété le rationnement des combustibles. Cette mesure a pour but d'éviter d'arriver à une pénurie totale des dérivés du pétrole.

Le fonctionnaire a précisé que l'Etat manquait de devises pour payer les importations de pétrole et a souligné que les réserves de combustibles sur lesquelles le gouvernement peut compter sont sur le point de s'épuiser. C'est pourquoi, on écarte pas la possibilité que d'autres mesures soient adoptées telles que l'augmentation du prix de l'essence et la rationalisation de l'énergie électrique.

##### PRET D'URGENCE

Le 23 septembre, le Ministre des Finances, Armando González Campo mettait en garde contre le fait que la crise des combustibles ne ferait qu'empirer si l'on avait pas recours à un prêt international de quelques 100 millions de dollars.

González ajoute qu'il n'y a aucune disponibilité en devises dans le pays et que si ce dernier n'obtient pas le dit prêt d'urgence aux fins d'honorer la facture des combustibles pour les derniers mois de 1985, la pénurie n'ira qu'en empirant.

##### ACCROISSEMENT DE L'INFLATION

Le 20 septembre, le Ministre des Finances, Armando González Campo et le Président de la Banque de Guatemala -Banque centrale-, Oscar Alvarez, affirmaient que le gouvernement avait décidé d'augmenter les dépenses de l'Etat de manière inflationniste. Tous deux s'opposent à la politique de la Préfecture d'Etat en matière économique.

Les fonctionnaires représentant le secteur privé signalent que les mesures adoptées par le gouvernement aux fins de contrer la crise n'auraient pour effet que d'entraîner une plus grande dévaluation du quetzal et l'accroissement immodéré du coût de la vie.

##### PAUVRETE ACCRUE POUR 1986

Selon le Vice-Président de la Banque de Guatemala, Luis Arturo del Valle, l'année prochaine serait synonyme pour le pays de carence en devises, famine et paupérisme accrûs. Les causes, selon lui, sont imputables à la détérioration de la production nationale, à la diminution des recettes en devises, à l'augmentation de la dette extérieure et à la diminution d'entrées de capitaux nets.

Le fonctionnaire, qui est également Vice-Président de la Junte Monétaire, signale que la dette extérieure est passée de 15 à 455 millions de dollars de 1978 à 1984.



## CONTRE-INSURRECTION

### ARMEES CONJOINTES

Le Bureau de Relations Publiques de l'armée a signalé que des activités militaires conjointes menées à petite échelle ont été effectuées, le 19 septembre, dans le département septentrional de Escuintla.

L'information mentionne que des troupes de la Brigade 193 du Commando sud des Etats Unis ont effectué des manoeuvres de parachutisme avec des troupes d'élite de l'armée guatémaltèque de la base militaire "General Felipe Cruz", située dans la municipalité de San José, dans la province de Escuintla.

## INSURRECTION

### ATTAQUE D'UNE BASE MILITAIRE

Le 20 septembre, l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- faisait savoir que les 12 et 14 du même mois, des unités de cette organisation avaient attaqué l'importante base militaire "Santa Ana Berlin", dans le département de Quetzaltenango et harcelé des soldats qui effectuaient des patrouilles dans la bourgade "Palin", à Nuevo Progreso, dans le département de San Marcos. Ces activités insurrectionnelles ont été menées à bien par l'utilisation de fusils, de mitrailleuses et de mortiers.

L'information souligne qu'au cours de ces actions un nombre indéterminé de pertes a été occasionné au sein de l'armée régulière.

### OCCUPATION DE VILLAGES ET DE ROUTES

Un communiqué insurrectionnel, rendu public le 20 septembre, relate que des unités de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- ont occupé, entre le 9 et le 16 septembre, les villages de San Rafael Colorado, San Antonio Las Flores, San Miguel Pajapa, Buena Vista et la propriété La Lima, situés dans le département occidental de Suchitpéquez. Elles ont également occupé quatre tronçons routiers importants situés à l'ouest du pays.

Au cours de ces actions, l'ORPA signale que les insurgés ont organisé des réunions politiques avec la population locale.

### AUTRES ACTIONS REBELLES

Un communiqué insurrectionnel, rendu public le 20 septembre, souligne que des forces de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- avaient affronté, le 17 septembre, des troupes de l'armée gouvernementale, aux environs de la bourgade Tzumal Grande, Nebaj, dans le département de Huehuetenango. Divers soldats ont trouvé la mort au cours de cet affrontement.

De même, des contingents des Forces Armées Rebelles -FAR- ont occupé, de façon politique et militaire, le village Los Tulipanes dans la municipalité de Melchor de Mencos, à El Petén, où ils ont mis sur pied une réunion politique avec les habitants.

## MOUVEMENT POPULAIRE

### POURSUITE DES MESURES DE PRESSION

Les 24 et 25 septembre, des membres du corps enseignant national de la capitale ont organisé des marches pacifiques et des rassemblements massifs aux fins de protester contre les mesures gouvernementales.

Les secteurs d'étudiants et les associations de parents et autres organisations populaires se sont déclarés solidaires de cette grève des enseignants et exigent que le gouvernement réponde favorablement aux demandes des professeurs.

## DROITS DE L'HOMME

### ARRET DE LA REPRESSION, EXIGE

Le 23 septembre, des hommes de science et des professeurs d'université américains ont exigé du régime du Général Mejia Victores qu'il mette un terme à la répression et qu'il respecte l'intégrité physique et morale des toutes les personnes qui sont membres des divers syndicats, associations, groupements corporatistes, groupes et organisations qui effectuent des manifestations et qui se mettent en grève en vue



d'obtenir des augmentations salariales et qui protestent contre la hausse du coût de la vie. Ces informations sont apparues dans un communiqué de presse publié dans les milieux locaux.

Ce communiqué, signé par 160 personnalités académiques des Etats-Unis, souligne que l'Armée et la police ont répondu de façon violente aux manifestations populaires légitimes et que cette attitude "ne fait que contribuer au climat de violence qui discrédite de toutes valeurs la tenue des prochaines élections" présidentielles.

LA REPRESSION A L'ENCONTRE DES UNIVERSITAIRES SEVIT

L'universitaire, Ricardo Perdomo a été enlevé le 18 septembre par des hommes armés et son cadavre a été localisé dans un endroit connu sous le nom de "El Campanero", dans les faubourgs de la capitale où, on a découvert, au cours de ces derniers jours, des cadavres portant des signes de tortures.

Les proches de l'étudiant universitaire en médecine, Guillermo Juan Ramirez Matias, ont fait savoir que ce dernier avait été enlevé le 20 septembre.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX